

VEILLE

hebdomadaire

Observatoire Arc de crise
marché n° 2016 1050 015 976

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Veille des réseaux sociaux / 19 novembre – 25 novembre 2016

Tunisie : premières auditions publiques de victimes de la dictature

Le jeudi 17 novembre 2016 ont commencé les premières auditions publiques des victimes de la dictature tunisienne. S'inscrivant dans le cadre de la justice transitionnelle, ces auditions organisées par l'Instance Vérité et Dignité (IVD) ont pour ambition de confronter le pays à son histoire et de briser les tabous liés aux crimes de la dictature. Ce travail de catharsis doit permettre au nouvel État tunisien de faire le deuil des affres du passé et d'inscrire ses actions futures dans le cadre d'un État de droit.

Cependant, loin de faire l'unanimité, l'IVD ainsi que les auditions publiques essuient un feu nourri de la part d'un grand nombre d'internautes. La critique de l'IVD embrasse tous les camps politiques et les auditions publiques servent volontiers de prétexte pour corroborer une critique plus large de la justice transitionnelle. Après la révolution, un long débat avait déjà animé le pays sur la limitation temporelle du mandat de l'IVD à l'ère Ben Ali ou à tous les crimes commis depuis l'indépendance.

Ce débat avait révélé un pays profondément clivé entre des islamistes modérés souhaitant travailler sur les crimes depuis l'indépendance et les milieux laïcs qui préféraient épargner la figure tutélaire de Bourguiba. Bien que le

débat ait été tranché en faveur des premiers, les divisions resurgissent à l'aune des premières auditions publiques. Certains commentateurs vont jusqu'à considérer que les auditions peuvent, en cas d'échec, déstabiliser le pays.

L'émoi suscité par les auditions occulte les critiques de l'IVD

En dépit des critiques envers l'IVD, une partie de la population a apporté son soutien aux auditions publiques en exprimant sa compassion à l'égard des victimes. De nombreux internautes ont ainsi salué l'initiative qui est une première dans un contexte post-printemps arabes :

« C'est une journée historique... Le lancement #assemblées_d'auditions_publicques pour les victimes de la torture, de la répression et de la tyrannie. Des témoignages historiques que tu ne verras pas dans les autres pays dits démocratiques » (@chihebmellouli, 363 abonnés, 2 retweets, tunisien).

« Le 17 novembre... La Tunisie écoute ses victimes pour la première fois #instance_vérité_etdignité #l'État_tunisien » (@UltraSawt, 23 600 abonnés).

De nombreux internautes ont repris les témoignages des victimes ou de leurs proches :

« 18 ans sans savoir si son mari est vivant ou mort, dont 3 ans de visites et de couffins remplis d'espoir en vain #colère #IVD #Tunisie » (@AnissaDaoud, tunisienne, 41 retweets, 1 584 abonnés).

« Ourida la mère du martyr : "Nous l'avons commencé avec l'âme et le sang... Terminez-la

avec le savoir et le travail" » (@Nourghrissi, tunisienne, 150 abonnés).

Des internautes se sont attachés à montrer l'émoi suscité par les auditions, saluant le courage des intervenants. On note à cet égard la diffusion à plusieurs reprises de la photo d'une mère ayant perdu son fils :

« Les faibles gémissements des femmes face aux pleurs des hommes #Instance_Vérité_etDignité » (@wissaa12, 75 abonnés, 2 retweets, tunisienne).



Cette photo a été largement diffusée, présentant cette femme comme une égérie de la nation tunisienne confrontée aux défis posés par la justice transitionnelle :

« La Tunisie fait face à son sombre passé, et ce qui était caché sort de l'ombre » (@SajaBelhadi, 106 abonnés).

On peut voir sur la photo ci-dessous la mythification de la mère de la victime.



« C'est un message aux chiens de Ben Ali. Cette mère est le symbole de la défense de la liberté et de la démocratie » (credente achref, commentaire tiré d'une vidéo YouTube d'Al-Jazeera traitant de l'audition de Sami Brahmi par l'IVD, 12 415 vues).

Ces réactions pleines de compassion sont accompagnées de messages hostiles destinés aux détracteurs de l'IVD :

« Les gens qui insultent le processus de justice transitionnelle et qui continuent à manifester leur soutien aux bourreaux. Franchement, vous êtes des

minables à écraser comme des insectes nuisibles. Vous prétendez être contre Daech et le terrorisme, mais en réalité, vous êtes pires que les plus barbares des terroristes. Sortez de mon profil SVP, je vous méprise au plus haut point » (Kais Karoui, posté sur Facebook le 22 novembre, 22 likes).

Enfin, des internautes rappellent le rôle cathartique des auditions publiques et la nécessité de reconstruire le pays :

« Aujourd'hui la #Tunisie en tant que nation commence sa guérison en se souvenant des six dernières décennies de tyrannie » (@venatoria, 5847 abonnés, 5 retweets).

« #assemblée_d'auditions_publices Les gens ont le droit de connaître la vérité ainsi que les comptes rendus des bourreaux jusqu'à ce que la génération prochaine puisse appréhender la vie loin de toute velléité de revanche » (@sa92000, 1 083 abonnés, 3 retweets).

La neutralité de l'IVD critiquée

En dépit de l'émoi national suscité par les auditions publiques, ces dernières souffrent de la mauvaise image de l'IVD et de sa présidente, Sihem Bensedrine. Des internautes critiquent tant le fonctionnement de l'IVD que les dispositifs mis en place. Certains considèrent que les auditions sont un trompe-l'œil érigé afin d'occulter les ratés de la révolution :

« Comment est-ce que les gens sont accusés par le régime ? Ces grands dispositifs sont remplis de paroles vides qui apprivoisent le peuple et les défenseurs des droits. C'est une tentative de mise en veille de la révolution des jeunes par des dirigeants de 82 ans » (@sandbad2016, égyptien, 386 abonnés).

« Dans notre environnement arabe, il n'y a pas de justice transitionnelle mais une injustice méthodique. Quel que soit le nom que l'on donne à la justice sociale et transitionnelle, cela n'est jamais qu'un slogan » (@amermohamedmoha, égyptien, 1 244 abonnés).

Ces commentaires sont appuyés par des remarques considérant que les auditions répondent à un manque de volonté de rendre

des comptes :

« Il y a toujours une insistance sur la forme aux dépens du fond! Il n'y a pas une volonté claire de faire justice malgré la mise en place des organismes nécessaires » (@shourahbil, 29 abonnés).

« Peut-être que la Tunisie va devenir une terre de paix, mais il n'y aura pas de justice complète » (@DDJEquGINS5ooTK, libyen, 182 abonnés).

Dans la mesure où les victimes ont droit à des compensations financières, des internautes se demandent si les témoignages ne sont pas motivés par l'appât du gain, ce qui soulignerait une défaillance de l'institution :

« Martyrs, martyrs, hahaha. Argent, argent, le dieu des arabes c'est l'argent » (nourhene bouzid, commentaire tiré d'une vidéo YouTube de la première séance d'auditions, 13 000 vues).

« Les auditions qui se déroulent dans notre pays sont totalement différentes de tout ce qu'il s'est fait. D'habitude, elles se passent dans le calme pour préparer la réconciliation et rendre les cœurs blancs, mais dans le pays en miettes, les terroristes se reposent en profitant de l'argent de la loi d'amnistie » (Mee Moii, commentaire tiré d'une vidéo YouTube de la première séance d'auditions, 7 930 vues).

Par ailleurs, des critiques se sont fait jour concernant le choix des personnes à écouter. Dans la mesure où beaucoup d'islamistes ont été torturés sous Ben Ali et Bourguiba, ils fournissent un contingent important de victimes, donnant l'impression que les auditions ne s'intéressent qu'à leur sort :

« Si l'on veut exposer l'humiliation, l'emprisonnement et la torture sous Bourguiba, il faut inviter la famille du Bey. Eux, ils ont subi d'énormes violations du droit de la personne pour rien. Pour moi cette commission est une mascarade. Les bénéficiaires ne sont rien d'autre que les islamistes » (Fehri, commentaire en réaction à l'article de Kapitalis Justice Transitionnelle : l'IVD et la conjuration des imbéciles).

Enfin, un sondage révèle que de nombreux internautes restent perplexes quant à la réussite de l'expérience de la justice transitionnelle en Tunisie :

« Lancement de la première séance d'auditions publiques des victimes de la dictature en Tunisie couvrant la période allant de l'indépendance à la révolution. Est-ce que vous pensez que la Tunisie réussit dans la mise en place de la justice transitionnelle ? 19 % : oui, 36 % : les règlements de compte priment sur la réconciliation, 30 % : non, 15 % : autre avis » (@ajplusarabi, 165 000 abonnés, 6 retweets).

De nombreux internautes considèrent que le système n'a pas changé

Les commentaires précédents, bien que critiques, ne remettent pas en cause la totalité des acquis de la révolution. À l'inverse, un certain nombre d'internautes considèrent qu'en dépit des auditions, l'État profond et le système n'ont pas changé depuis le départ de Ben Ali :

« Jamal Baraket : Le système de la dictature n'est pas parti avec Ben Ali et protège encore les tortionnaires ! » (@carnetdoute, journaliste tunisienne, 7 220 abonnés, 10 retweets).

Des internautes expriment ainsi leurs craintes que la torture soit toujours pratiquée :

« La torture continue aujourd'hui, les paroles ne sont que de l'encre sur une feuille » (Walid Mbarek, commentaire tiré d'une vidéo YouTube traitant de l'audition de Sami Brahmi par l'IVD, 12 415 vues).

« Sami Brahem l'ex-prisonnier politique, sous #BenAli "J'ai peur que toute cette horreur ne continue... ne recommence, dans les prisons" » (@SafaBannani, journaliste belgo-tunisienne, 1 499 abonnés, 8 retweets).

Cette crainte est associée à l'idée que l'impunité est de mise pour les bourreaux et les anciens cadres du Régime :

« "Le policier qui a tué mon fils est sorti libre du

tribunal, en fanfaronnant", 3^{ème} témoignage d'une mère de famille » (@sihemhass, 1 544 abonnés, 3 retweets).

« L'idée selon laquelle les protégés du régime ont été punis n'est qu'un conte » (@el3afreet, 271 abonnés).

Ces allégations se basent sur le fait que de nombreux haut-fonctionnaires de l'ère Ben Ali ou Bourguiba sont restés en poste après la révolution :

« Le Président de la République au pouvoir aujourd'hui était le ministre de l'Intérieur sous Bourguiba. Qui ose dire la vérité quand les responsables de l'emprisonnement et de la torture sont encore au gouvernement » (Fehri, commentaire en réaction à l'article de Kapitalis Justice Transitionnelle : l'IVD et la conjuration des imbéciles).

Le président tunisien ainsi que des membres éminents du gouvernement ont brillé par leur absence lors des auditions, ce qui a été repris par des internautes pour renforcer la thèse selon laquelle le régime n'a pas changé et que les dirigeants actuels sont compromis avec Ben Ali et Bourguiba. Les deux commentaires suivants se répondent :

« Le monde entier salue l'IVD, sauf les hauts responsables tunisiens, les trois présidences » (commentaire posté par Taied Ta sur Facebook le 22 novembre sur la page "Instance Vérité et Dignité").

« Parce qu'ils sont concernés ! Tiens par exemple Beji savait qu'il y avait des gens torturés quand il était ministre de l'Intérieur sous Bourguiba » (Jamal Mohyi Darkaoui, commentaire posté sur la page Facebook "Instance Vérité et Dignité" en complément du commentaire précédent).

La suspicion à l'égard de Béji Caïd Essebsi est d'autant plus forte que ce dernier tente depuis un an de faire voter une loi d'amnistie pour les anciens cadres de l'ère Ben Ali.

L'instrumentalisation des critiques faites à l'IVD au service d'un message politique

Par ailleurs, les auditions publiques sont utilisées par des internautes pour critiquer l'IVD et défendre un message politique. Estimant que les membres de l'IVD ont été choisis parce qu'ils sont proches d'Ennahdha, certains ont mis en doute la partialité des auditions, en s'attaquant au parti islamiste :

« I.V.D (Interruption Volontaire de Démocratie) : Violette Dagher, présidente de la Commission arabe des Droits de l'Homme [...] : "La plupart des membres ont été choisis non parce qu'ils étaient compétents, mais pour leur proximité affichée avec Ennahdha", a-t-elle indiqué, accusant le parti islamiste de "manipulation". "C'est le marionnettiste qui tire les ficelles", a-t-elle dit » (Fethi Jelassi, posté sur Facebook le 19 novembre).

Ces positions mènent à penser qu'Ennahdha souhaite court-circuiter l'IVD avec l'aide d'anciens du régime :

« Avec le concours d'Ennahdha et Cheikh Ennifak [Cheikh "hypocrisie"] les caciques du RCD [Rassemblement constitutionnel démocratique, parti de Ben Ali] vont finir par faire tomber cet ultime rempart de la décence qu'est l'IVD » (@jelassi88, tunisien, 37 abonnés).

Allant plus loin, des internautes considèrent que l'IVD est manipulée par Ennahdha et que les auditions sont organisées uniquement pour servir la cause islamiste :

« SBS [Sihem Bensedrine] + IVD = RG [Rached Ghannouchi]. La secte est en train de jubiler. Ils vont détruire le pays » (Ben Dhiaf, commentaire en réaction à l'article de Kapitalis Tunisie : la Justice Transitionnelle pour blanchir les islamistes d'Ennahdha).

En outre, les nombreux assassinats politiques que le pays a connus et l'impunité dont semblent jouir les assassins (que beaucoup pensent protégés par Ennahdha) sont confrontés à la complaisance dont l'IVD ferait preuve à l'égard des victimes islamistes. Cette situation pousse des internautes à appeler au

retour du bourguibisme :

« Quand les islamistes seront mis de côté, nous ferons notre propre IVD pour mettre en prison les meurtriers de Belaid, Brahimi et Lotfi. Aujourd'hui, combien de Libyens regrettent le massacre de Kadhafi et combien d'Irakiens regrettent la pendaison de Saddam ? Il faut arrêter vite cette mascarade et suivre les conseils de Bourguiba » (Fehri, commentaire en réaction à l'article de Kapitalis Caïd Essebsi et l'IVD : Monsieur le président vous incarnez l'unité nationale).

Enfin, la mauvaise situation économique et sécuritaire du pays est utilisée pour promouvoir le régime de Ben Ali et condamner le rôle de l'IVD :

« Ils essaient avec beaucoup d'effort d'améliorer l'image du printemps noir qui a apporté le chaos » (@abdallahdz555, 84 abonnés).

« Il n'empêche que depuis 6 ans, Ben Ali n'est plus là et il n'y a jamais eu autant d'exactions, de corruption et d'assassinats dans le pays... Depuis 6 ans, seuls les partis Ennahdha et CPR [Conseil pour la République, parti de Marzouki] sont coupables ! Quand seront-ils devant l'IVD ? » (Angel, commentaire en réaction à l'article de Kapitalis Caïd Essebsi et l'IVD : Monsieur le président vous incarnez l'unité nationale).

L'expérience tunisienne et le reste du monde arabe

L'expérience de la justice transitionnelle en Tunisie et l'organisation d'auditions publiques a eu une résonance importante dans le monde arabe. Des internautes ont salué cette initiative et vu dans l'IVD la preuve que le printemps arabe et la révolution peuvent connaître le succès :

« À tous ceux qui ont douté des résultats du #printemps_arabe, de l'#instance_vérité_etdignité en #Tunisie, cette initiative mérite mille révolutions de l'Irak au Maroc » (@Sam_Ota, 77 abonnés).

Un internaute propose même d'organiser des auditions publiques en Égypte pour parachever la révolution de janvier 2011 :

« Les témoignages horribles sur ce que faisait la dictature... J'espère que l'on verra ce type de témoignage en Égypte pour atteindre les objectifs de la Révolution de janvier » (@samykamaledeen, égyptien, 197 000 abonnés, 8 retweets).

Opposant l'IVD à l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle, un internaute croit déceler les défaillances de l'IER (Instance équité et réconciliation) au prisme de l'expérience tunisienne :

« Avec l'assemblée d'audition publique mise en place aujourd'hui par l'#instance_vérité_etdignité en Tunisie, nous devons nous interroger sur l'argent des recommandations de l'Instance équité et réconciliation ici au Maroc » (@MohmamedEttaki, marocain, 38 retweets).

Enfin, un internaute compare l'expérience de la justice transitionnelle en Tunisie à ce qui a été fait au Maroc et au Rwanda, afin de montrer les limites de l'expérience tunisienne :

« C'est uniquement une perte de temps et une distraction pour se montrer au monde et distribuer des fonds, comme cela s'est passé au Maroc. Il n'y a pas de justice transitionnelle sans punition des bourreaux, l'Argentine en est un exemple » (@AnasMechch, marocain, 835 abonnés).

« L'expérience rwandaise est plus intéressante : le bourreau confesse ses crimes devant la victime » (le même).